

DE L'ÉCOLOGIE À L'ÉCOLOGIE POLITIQUE : L'ENJEU DU POUVOIR DE LA NÉCESSITÉ DE SAVOIR PENSER L'ESPACE

Béatrice Giblin

La Découverte | *Hérodote*

2001/1 - N°100
pages 13 à 31

ISSN 0338-487X

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-herodote-2001-1-page-13.htm>

Pour citer cet article :

Giblin Béatrice , « De l'écologie à l'écologie politique : l'enjeu du pouvoir De la nécessité de savoir penser l'espace » ,
Hérodote, 2001/1 N°100, p. 13-31. DOI : 10.3917/her.100.0013

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

De l'écologie à l'écologie politique : l'enjeu du pouvoir

De la nécessité de savoir penser l'espace

Béatrice Giblin

Les géographes et l'écologie : un rendez-vous manqué

De tous les savoirs, la géographie est celui qui théoriquement aurait dû être le plus à même de prendre en charge les questions de l'écologie, si l'on veut bien admettre que l'écologie est non seulement la nature, mais aussi l'action des hommes dans et sur la nature. En effet, la géographie est le seul savoir qui dès l'origine intègre dans son raisonnement à la fois les sciences de la nature et les sciences humaines, autrement dit qui s'intéresse aux relations entre l'homme et son milieu au sens large et complexe. C'est d'ailleurs bien ce statut épistémologique si particulier, qualifié par beaucoup de « bâtard », qui a rendu difficile non seulement son classement, mais aussi la reconnaissance de son statut scientifique. Elle est ainsi souvent perçue plus comme un savoir touche-à-tout que comme une discipline scientifique bien spécialisée dans l'analyse d'un objet précis. Cependant, chacun se rend bien compte désormais que la séparation catégorique entre sciences de la nature et sciences humaines est fautive ou en tout cas dépassée.

Pourtant, les géographes n'ont pas été à l'origine du renouveau de l'écologie, et leurs recherches n'occupent qu'une place modeste dans les questions de l'environnement. La situation est sans doute en train de changer avec depuis quelques années la multiplication de diplômes géographiques axés sur l'environnement. Néanmoins, en 1990, on répertoriait encore moins de vingt diplômes axés sur l'environnement, et seuls 7 % des géographes disaient travailler sur les questions de l'environnement (M.-C. Robic, *Géographes associés*, n° 10, 1992).

Comment expliquer ce paradoxe de la faible présence numérique et intellectuelle des géographes dans un domaine où en vérité ils ont été pionniers ? Il suffit d'évoquer les travaux d'Élisée Reclus dénonçant le déboisement excessif des Alpes, l'avancée des dunes, mais aussi revendiquant l'indispensable aménagement car, disait-il : « C'est aux hommes de compléter l'œuvre de la nature. »

« Halte à la croissance ! » Une aberration pour les géographes

Le contexte idéologique dans lequel ont été relancées les questions environnementales est sans doute l'une des clés du faible investissement des géographes dans ce domaine.

Rappelons qu'en 1968 le Club de Rome avait publié le rapport Meadows, *Halte à la croissance !*, rapport alarmiste et quelque peu scandaleux compte tenu de la forte croissance démographique. Difficile pour les géographes de souscrire à cette injonction, eux qui étaient nombreux à travailler dans les pays sous-développés et se demandaient surtout comment lever les blocages de la croissance économique, en particulier dans l'agriculture, afin de faire face à l'énorme croissance démographique. C'était le développement qui motivait leur recherche et non son arrêt. De même, avant beaucoup d'autres, ils s'étaient préoccupés de l'érosion des sols en milieu tropical et méditerranéen, et les mesures qu'ils préconisaient n'étaient certainement pas pour freiner la production mais pour en prévenir les effets négatifs afin de produire davantage et de façon durable. En outre, ils ne souscrivaient guère aux discours très alarmistes sur la croissance démographique, qui devait prétendument conduire à la famine généralisée dans les pays sous-développés, selon René Dumont, dans un ouvrage resté célèbre, *Nous allons à la famine*. En effet, les géographes travaillaient sur des territoires précis, en Afrique, en Asie comme en Amérique latine ; ils avaient donc une bonne connaissance de la diversité des situations régionales du tiers-monde, aussi ne sous-estimaient-ils pas les risques d'une possible famine. Mais ils constataient surtout l'ampleur de la malnutrition, beaucoup plus fréquente que la famine proprement dite, et observaient que celle-ci résultait surtout de graves inégalités sociales, et dans une moindre mesure, de la croissance démographique. Rappelons que nombre de géographes qui travaillaient dans les pays du tiers-monde étaient « de gauche », et souvent étaient ou avaient été membres du parti communiste. Leur foi dans le progrès, dans la science était grande. Ainsi, leurs convictions politiques et idéologiques les éloignaient du malthusianisme proclamé par les premiers « écolos ».

De plus, ce retour au respect des lois de la nature évoquait pour les géographes un passé pas si lointain où le déterminisme – c'est-à-dire faire jouer à tel ou tel

facteur physique un rôle déterminant dans l'organisation et le niveau de développement d'une société – dominait les raisonnements de certains géographes. Sans doute la peur d'un retour à la thèse du déterminisme naturel exclusif a-t-elle aussi contribué à tenir les géographes longtemps à l'écart de ces questions environnementales.

Une autre raison de leur méfiance à l'égard des discours alarmistes sur l'environnement était que ceux-ci venaient des États-Unis. Or la suspicion envers toute idéologie importée des États-Unis était de règle. Un livre publié en 1962, *Le Printemps silencieux*, de Rachel Carson, dénonçait déjà les destructions d'oiseaux et de poissons provoquées par l'abus des insecticides, herbicides et pesticides aux États-Unis et la diffusion lente mais cumulative de ces produits chimiques dans les aliments et finalement dans le corps humain. Que ce soit la première puissance économique mondiale qui dénonce les inconvénients résultant du développement des techniques engendrait au minimum le doute sur le bien-fondé de ces affirmations et plus fréquemment l'ironie. On sait qu'à cette époque l'Europe était loin de satisfaire ses besoins agricoles, et le souci était bien d'accroître les productions et non de les limiter. Parmi les objectifs de la Politique agricole commune définis en 1957, le premier était de garantir la sécurité des approvisionnements. Ce n'est que dans les années soixante-dix que les niveaux de production ont dépassé ceux de la consommation pour de nombreuses denrées. Les géographes étaient bien plus intéressés par l'étude des transformations de l'agriculture française, regrettant toutefois que cette modernisation s'accompagne d'un exode rural massif et rapide, que par la dénonciation des effets négatifs de cette modernisation.

C'était également l'époque de la géographie active (Pierre George) et de la géographie appliquée (Michel Philipponneau), c'est-à-dire l'époque où des géographes choisissaient de s'investir dans l'action, en particulier dans l'aménagement du territoire. Ils cherchaient à mettre au service de la collectivité leur savoir-faire pour assurer un meilleur développement du territoire, plus équilibré, plus harmonieux.

Aussi le discours suivant lequel la plus grande menace de l'humanité était la destruction de la nature et les pollutions de l'air et de l'eau ne trouvait-il guère d'écho chez les géographes.

Les conséquences néfastes de la méfiance des géographes envers l'écologie

La crise de la géographie, ou tout au moins ce qu'on a appelé ainsi dans les années soixante-dix, a sans doute aussi contribué à tenir les géographes éloignés des préoccupations écologiques. Après avoir longtemps négligé de se soucier de l'épistémologie de leur discipline, des géographes, après Mai 68, ont commencé à s'interroger sur son statut. Paradoxalement, cette réflexion a conduit certains

d'entre eux à affirmer que la géographie était seulement une science sociale, et que l'idée de « science de synthèse » était fumeuse. La géographie est alors, selon Roger Brunet, « l'une des sciences des phénomènes de société [qui] a pour objet la connaissance de cette œuvre humaine qu'est la production et l'organisation de l'espace » (*Les Mots de la géographie*). Inversement, en opposition totale à cette conception de la géographie, les géographes physiiciens et particulièrement les géomorphologues se replient sur la seule géographie qui vaille à leurs yeux : la géographie exclusivement physique, où l'on ne s'intéresse guère ou pas du tout à l'action humaine. Difficile avec cette conception d'aborder les questions environnementales. Face à ces deux courants, un troisième, celui de la revue *Hérodote*, qui refuse de ne voir dans la géographie qu'une science sociale car « l'espace où se mènent les actions et les luttes n'est pas seulement l'espace social, mais le territoire avec ses rugosités topographiques, ses couvertures végétales, les conséquences qu'y entraînent les rythmes climatiques et leurs accidents, etc. » (Y. Lacoste, *Hérodote*, n° 12, 1978). Mais l'affirmation forte et sans ambiguïté de la géographie comme étant un savoir politique en gênait et en gêne encore plus d'un ; difficile pour eux de souscrire pleinement aux positions « lacostiennes ». Cependant, Georges Bertrand, concepteur du géosystème, et Jean Tricart, promoteur d'une écogéographie, participent aux numéros d'*Hérodote*.

Les géographes se méfiaient donc à juste titre des discours qui avaient une furieuse tendance à la sacralisation de la nature. Formés à l'idée des bienfaits du développement, au rôle positif des hommes dans la maîtrise de la mise en valeur de la nature, ils le constataient en voyant les contrastes tellement flagrants de niveaux de développement entre un territoire exploité, transformé, aménagé et un territoire peu ou pas travaillé, souvent dangereux pour l'homme, comme le sont encore les vallées tropicales africaines. Rappelons l'apport des travaux menés par ces géographes dans la connaissance des milieux écologiques de certaines maladies tropicales, par exemple la trypanosomiase ou l'onchocercose. Ces recherches étaient conduites au sein d'équipes pluridisciplinaires composées de médecins, de pédologues, de démographes, etc. Aussi, tous ceux, géographes ou pas, qui avaient contracté le paludisme en travaillant au développement de certaines régions d'Afrique ou d'Amérique latine ne chantaient pas les vertus de la bonne nature et ne partaient pas en croisade pour sa défense ! Les catastrophes naturelles, typhons, séismes, étaient là en outre pour conforter les géographes dans l'indispensable nécessité qu'il y avait à lutter contre la nature.

Néanmoins, cette position défensive envers des discours écologistes a eu indirectement des effets négatifs. Ainsi dans le domaine de la recherche, cet intérêt tardif pour l'environnement a conduit les géographes à laisser une large place aux agronomes et surtout à des chercheurs qui jusqu'alors n'avaient guère étudié la

nature : sociologues, anthropologues, économistes, juristes, et mêmes représentants des sciences de gestion dans les programmes de recherches sur l'environnement. Cette diversité des approches est assurément bénéfique, car l'environnement ne peut être considéré comme relevant d'une seule discipline. Cependant, le trop petit nombre de géographes investis dans l'étude de ces questions environnementales a peut-être contribué indirectement à laisser libre champ aux tenants d'un discours militant naturaliste tenu par toutes sortes de spécialistes et qui prend souvent des accents apocalyptiques. Habitué à étudier des situations précises qui leur paraissaient très différentes des descriptions qu'en donnaient les écologistes alarmistes, même si la catastrophe était annoncée pour dans quinze ans, les géographes, bien qu'inquiets de la dégradation rapide des conditions de vie des populations du tiers-monde, n'ont cependant pas cédé aux discours hostiles au développement et défenseurs de la nature.

Enfin, indirectement l'intérêt tardif des géographes pour l'environnement a peut-être eu des conséquences sur l'orientation actuelle de la géographie scolaire. En effet, les questions environnementales sont apparues assez tardivement dans les programmes et avec une place restreinte. Mais cela s'explique par le fait que la grande majorité des professeurs d'histoire-géo sont des historiens, moyennement à l'aise dans l'enseignement de la géographie physique ; c'est pourquoi ils n'ont pas cherché à traiter ces questions. Ils ont donc logiquement laissé le champ libre à d'autres, en particulier aux professeurs de sciences naturelles, devenus désormais professeurs des sciences de la vie et de la terre. Ainsi, ce sont eux qui, depuis un an, enseignent ce qu'on appelait autrefois la géographie physique, dénommée aujourd'hui planétologie, océanographie, climatologie, qui est de fait totalement dissociée de l'enseignement de la géographie. Cela s'est fait sans protestation de la part des professeurs d'histoire-géo, trop heureux d'être débarrassés de la charge de l'enseignement de la géographie physique. En effet, majoritairement historiens de formation, ils n'ont gardé le plus souvent qu'un souvenir au mieux ennuyeux, au pire dégoûté, de la géographie, à cause justement de la géographie physique et tout particulièrement de la rébarbative coupe géologique. Pourquoi cela ? Parce que des géographes physiciens prenaient un malin (plutôt stupide) plaisir à faire sentir à ces apprentis historiens si nombreux (trois fois plus que les étudiants en géographie), et souvent méprisants à l'égard de leur chère discipline, qu'ils ne comprenaient rien à cet exercice subtil et formateur qu'est la coupe géologique.

Désormais, le fossé s'élargit entre la géographie enseignée dans le secondaire et celle qui est enseignée dans le supérieur, et à terme cette dichotomie peut avoir des conséquences graves pour l'avenir de la géographie. En effet, elle risque de conduire à une baisse régulière des effectifs d'étudiants en géographie. Si la géographie n'est plus qu'une science sociale parmi d'autres, sa spécificité et donc son utilité

seront de moins en moins visibles. Il ne s'agit pas de seulement défendre une corporation, il s'agit d'attirer l'attention sur l'abandon plus ou moins rapide d'un apprentissage du savoir penser l'espace. Or dans une société qui est de plus en plus démocratique, où les citoyens interviennent de plus en plus souvent dans les débats les concernant, en particulier sur l'aménagement du territoire, il est nécessaire d'assurer une bonne formation des futurs citoyens aux raisonnements géographiques, et cela est d'autant plus essentiel que l'argumentation écologique dans de nombreux domaines semble être l'argumentation qui exerce désormais une morale. Or savoir penser l'espace, c'est peut-être un moyen de garder une attitude critique envers les nombreux discours écologiques et d'exercer pleinement sa citoyenneté, surtout à un moment où l'écologie politique apparaît en remplacement du marxisme comme la nouvelle idéologie scientifique capable de rendre compte du tout.

De l'écologie à l'écologie politique

1970, l'année de naissance du mouvement écologiste et du discours catastrophiste

Si l'effet de serre semble aujourd'hui se confirmer, les climatologues n'en restent pas moins d'une grande prudence avant d'annoncer que la fonte des inlandsis liée au réchauffement de la planète pourrait entraîner la submersion de millions de kilomètres carrés particulièrement peuplés et donc des déplacements faramineux de populations. Mais les scientifiques n'ont pas toujours cette rigueur prudente et responsable. Et tout particulièrement aux États-Unis. Que l'on se souvienne, en 1970, des premiers discours apocalyptiques écologiques lancés par des scientifiques américains. On peut les considérer comme les premiers écologistes politiques, c'est-à-dire ceux qui, pour intervenir sur la ou les politiques, utilisent, manipulent des arguments ou des faits naturels.

Le terrain est déjà préparé, comme nous l'avons vu dans les années soixante par la publication des premiers ouvrages dénonçant des pratiques de mises en valeur jugées nocives, et balisé par quelques événements spectaculaires, telles la mobilisation pour s'opposer au projet de barrage de Stormking sur l'Hudson en 1965, ou la bataille juridique et médiatique qui conduisit à l'arrêt du projet et la marée noire de Santa Barbara en 1969. L'impact de ces discours et événements est suffisamment fort pour que le président Richard Nixon, en janvier 1970, dans son traditionnel message sur l'état de l'Union, au Congrès des États-Unis, parle de « la plus grande menace de notre histoire [...] la destruction de la nature et les pollutions... Un air pur, une eau limpide, des espaces libres doivent de nouveau devenir

l'apanage de tous les Américains [...]. L'Amérique, qui a ouvert la voie de la nouvelle technologie, est appelée aujourd'hui à faire œuvre de pionnier dans le domaine des préoccupations nées de ces réalisations» (*Géographie et industrie*, mai 1970). La « croisade » est lancée, avec en point d'orgue cette année-là la réussite du premier Jour de la Terre qui eut lieu le 22 avril et réunit en différents endroits 20 millions d'Américains, dont 100 000 personnes à New York. Trois thèmes centraux pour les discours : la croissance démographique, la pollution de l'eau et de l'air et surtout l'imminence de la catastrophe : la famine généralisée du fait de la « bombe population ».

Comme le rappelle un article de la revue américaine *Reason* reproduit dans *Courrier international* (juin 2000, n° 502), le biologiste Paul Ehrlich, l'auteur de *La Bombe P*, ouvrage publié en 1971 aux États-Unis avec sur la couverture ces mots « 7 milliards d'hommes en l'an 2000 » et vendu à deux millions d'exemplaires, affirmait qu'entre 1980 et 1989 quelque 4 milliards d'individus, dont 65 millions d'Américains, périraient dans la « grande hécatombe » ! Un autre universitaire, Peter Gunter, écrivait : « Les démographes s'accordent presque unanimement sur l'échéancier funeste suivant : en 1975, des famines étendues apparaîtront en Inde, et elles progresseront jusqu'à toucher en 1990 l'ensemble du sous-continent indien, le Pakistan, la Chine et le Moyen-Orient, ainsi que l'Afrique. En l'an 2000, soit dans une trentaine d'années, le monde entier, à l'exception de l'Europe occidentale, de l'Amérique du Nord et de l'Australie, souffrira de la faim. » Heureusement, le pire ne s'est pas produit ! Et grâce au développement, à la mécanisation de l'agriculture, aux engrais, la production alimentaire mondiale a connu une hausse de 60 % entre 1980 et 1997, sans pour autant que la superficie des terres cultivées ait fortement augmenté. Mais les écologistes dénoncent cette agriculture intensive trop grande consommatrice d'énergie, sans toutefois oser aller jusqu'à dire qu'il aurait mieux valu que les prévisions de famine généralisée se réalisent pour ne pas épuiser les gisements énergétiques.

Quant à la pollution atmosphérique, les prévisions étaient tout aussi catastrophiques, comme le rappelle le même article du mensuel *Reason*. L'écologiste Kenneth Watt déclarait au *Time* qu'« au rythme actuel d'accumulation de l'azote, ce n'[était] qu'une question de temps pour que l'atmosphère ne laisse plus passer de lumière et que les terres ne soient plus cultivables », et l'on trouvait déjà la même préoccupation : quelle Terre laisserons-nous en héritage à nos enfants ? « J'ai peur, confessait Paul Ehrlich. J'ai une fille de 14 ans que j'aime énormément. Je connais beaucoup de jeunes, et leur monde est en train d'être détruit. J'ai 37 ans, et je voudrais arriver jusqu'à l'âge de 67 ans dans un monde raisonnablement agréable, et ne pas mourir dans une sorte d'holocauste (*sic*) pendant la prochaine décennie » (cité par l'article de *Reason* dans *Courrier International*).

Pour les universitaires américains, l'un des premiers bénéficiaires de ces discours va être la création de chaires d'écologie dans la plupart des universités. Au pays des médias, des scientifiques ont vite compris qu'il faut frapper fort pour se faire entendre et qu'il est inutile de faire part de ses doutes, ni de vouloir exposer la complexité d'une situation.

La nature, patrimoine ou don de Dieu

Mais pourquoi un tel discours a-t-il rencontré pareil écho ? D'une part, parce que les médias s'en sont faits largement l'écho. La complaisance des journalistes s'explique par l'opportunité d'améliorer les ventes et d'assurer le succès de cette première manifestation.

D'autre part, parce qu'il y a aux États-Unis une forte sensibilité à la nature. On le sait, c'est là que furent créés les premiers parcs naturels. Il est vrai que dans un pays neuf le patrimoine à protéger est avant tout naturel et vierge, et les Américains ont su mettre en scène les beaux et grands paysages ; une revue comme le *National Geographic*, qui est par le volume de son tirage le troisième magazine américain, y a d'ailleurs fortement contribué.

De plus, subsiste dans la société américaine un profond sentiment religieux, un respect du Créateur et de son œuvre, la Nature. Aussi, détruire la nature revient à détruire l'œuvre de Dieu, ce qui est une faute, un péché qui fait naître un sentiment de culpabilité. Ne pas respecter les lois de la nature, c'est transgresser les lois de Dieu, ce qui ne peut que conduire à des catastrophes puisque l'ordre aura été bouleversé, chamboulé. On retrouve le même type d'approche en Allemagne et dans les pays scandinaves, où les Églises protestantes ont joué un grand rôle dans la défense du respect de l'œuvre du Créateur. Que l'on songe, exemple extrême, à la secte des Amish, très « écologistes » dans leur façon de vivre. Ces religieux allemands s'installèrent au XVIII^e siècle en Pennsylvanie, puis dans l'Ohio et l'Indiana : « Ils abhorrent la technique moderne et refusent l'électricité, la radio et la télévision, le moteur à explosion, la bicyclette, les engrais chimiques, les vêtements modernes et les couleurs vives. Ils vivent dans des communautés agricoles fermées et communiquent entre eux en utilisant un dialecte allemand du XVIII^e siècle [...] et lisent la Bible dans le haut-allemand de Luther » (D. Lacorne, *Crise de l'identité américaine*, 1997, p. 43). On peut d'ailleurs se demander si les premiers écologistes américains ne sont pas pour une grande part des descendants des immigrants allemands.

Ne retrouve-t-on pas un peu ce même genre de croyance à propos de la vache folle ? Faire manger des farines carnées à des herbivores est contre nature. Il fallait

bien que ça finisse par détraquer les vaches. On ne bouleverse pas impunément l'ordre naturel.

Des Français plus indifférents qu'hostiles aux discours écologistes

En France, l'écho à ces discours catastrophistes fut dans un premier temps assez fort. L'association « Les Amis de la Terre », émanation de l'association américaine, est créée en 1970, suivie par beaucoup d'autres puisque dix ans après on compte plus de mille associations ayant pour objet la protection de la nature. Le gouvernement de l'époque prend l'affaire au sérieux : Jérôme Monod, qui est alors délégué à l'Aménagement du territoire, confie à Serge Antoine la mission d'étudier une politique de l'environnement qui conduira à la création l'année suivante du ministère de l'Environnement.

Mais l'opinion publique n'est guère préoccupée par ces questions, sans doute parce que, en France, les faibles densités de population dans de vastes régions protègent des méfaits de la pollution une large partie du territoire, et sans doute aussi parce que leur rapport à la nature diffère profondément de celui des Allemands, qui reprochent aux Français leur placidité à l'égard des questions environnementales à cause de leur foi inébranlable et cartésienne dans le progrès. Il est vrai que les Français sont fiers du savoir-faire de leurs ingénieurs ; citons le Concorde, le TGV et même les performances du nucléaire civil. C'est pourquoi le gouvernement de Pierre Messmer, qui fait en 1973 le choix du nucléaire pour assurer l'indépendance énergétique du pays, ne rencontre qu'une opposition relative, même si des partis de gauche y voient un bon thème d'opposition à la droite. Néanmoins, malgré des manifestations à répétition sur les sites nucléaires, les militants écologistes ne réussissent pas à mobiliser les Français sur le sujet, à la différence des écologistes allemands.

En mars 1978, la marée noire provoquée par le naufrage de l'*Amoco-Cadiz* est le premier événement qui va fortement sensibiliser les Français aux périls écologiques. Il est vrai que la catastrophe était de taille : 221 000 tonnes de pétrole brut, 400 kilomètres de la Côte de Granit rose souillés. Pourtant, cela est encore loin de se traduire par une poussée militante et encore moins par sa traduction électorale. Le combat politique est alors, on le sait, très marqué par l'affrontement entre la droite et la gauche, et les mouvements écologistes sont divisés sur le bien-fondé de s'engager dans l'arène politique, à la différence des Allemands, mais aussi des Anglais, Néerlandais et même Italiens lors de la crise des « euromissiles ».

Les Français, au début des années quatre-vingt, ne se mobilisent pas non plus fortement dans le mouvement pacifiste s'opposant à l'éventuelle installation des

missiles américains intermédiaires en réponse à l'installation des missiles russes, les fameux SS 20, en Europe orientale. Soit parce qu'ils pensent que les fusées soviétiques ne les atteindront pas, soit parce qu'ils se disent qu'ils ne font pas partie de l'Otan et qu'ils disposent de leur propre force de frappe. Il en va tout autrement en Allemagne, où écologisme et pacifisme sont alors étroitement liés, les Grünen mobilisant avec ce slogan : « Plutôt rouges que morts », et les Allemands se sachant en première ligne en cas d'affrontement entre l'Est et l'Ouest. C'est d'ailleurs cet épisode qui a permis la poussée électorale des écologistes en Allemagne puisqu'ils entrent au Bundestag dès 1983 avec 28 députés, et ils seront 44 en 1987, grâce en partie à un système électoral qui leur est plus favorable avec une dose de proportionnelle et un financement public qui n'existent pas à cette époque en France.

Les postulats qui sous-tendent toujours les discours écologistes

« La nature est un équilibre harmonieux »

Le premier est que la nature est « bonne » par essence et en équilibre, ou à tout le moins qu'il existe de grands équilibres (rarement définis) que l'intervention de l'homme a rompus. C'est la conséquence de la révolution industrielle, qui en « démultipliant la force humaine » a conduit l'homme à croire en son pouvoir illimité d'intervention sur la nature. L'homme a ainsi détruit le fonctionnement en symbiose millénaire entre lui et sa planète (M. Guigo, *Géographes associés*, n° 10, p. 40). Sur quoi repose l'idée que la nature est nécessairement en équilibre alors que les exemples de « déséquilibres » ne manquent pas, et l'on parle d'ailleurs de « calamités naturelles », du déchaînement des éléments ? Ainsi, selon certains discours, ces catastrophes naturelles sont présentées comme le résultat indirect de l'action de l'homme. Si les tremblements de terre font des morts, c'est la faute des hommes qui ont construit sur des zones sismiques ; si les cyclones font des victimes, c'est la faute des hommes qui se sont installés sur les littoraux tropicaux, etc.

Ce postulat de l'équilibre de la nature est une dérive des travaux des « écologues », c'est-à-dire des scientifiques qui travaillent en écologie. Ceux-ci ont étudié les écosystèmes, soit les systèmes d'interaction localisés d'êtres vivants et de leur milieu de vie, et ont montré qu'un écosystème en équilibre est un écosystème stable dans sa reproduction. En fait, les écologues ont dépassé cette conception de l'équilibre pour admettre que tous les écosystèmes sont en déséquilibre, car ils évoluent, et que cette évolution est en vérité la norme, l'équilibre étant une représentation

simpliste dans un système bien plus compliqué parce que dynamique. Et l'homme est même l'un des acteurs de cette dynamique des écosystèmes, et souvent un acteur positif, en particulier pour la diversité des espèces. Mais cet aspect-là du travail des écologues n'est jamais mis en avant par les écologistes. D'ailleurs, des écologues font preuve de la plus grande méfiance envers les écologistes et cherchent à s'en démarquer nettement. Pour ce faire, ils ont choisi d'être les plus rigoureux et les plus scientifiques possible, à tel point que leurs ouvrages sont parfois rébarbatifs et difficilement accessibles à un public assez large, ce qui paradoxalement laisse le champ libre aux discours des écologistes.

« La nature est malade de l'homme »

Deuxième postulat : la nature est en crise (voir l'ouvrage de P. Lebreton, *La nature est en crise, Sang de la Terre*, 1988, 341 p.), elle est malade de l'homme, les forêts sont dévastées, les terres désertifiées, les fleuves pollués. Et la maladie est incurable, même si l'on veut bien parfois concéder que quelques rémissions sont constatées, mais seulement dans les pays qui en ont les moyens, c'est-à-dire les riches pays occidentaux. En revanche, dans les pays pauvres, « la crise écologique y prend des allures de catastrophe, comme l'indique sans ambiguïté le diagnostic de l'écologie scientifique » (J.-P. Deléage, « L'écologie, humanisme de notre temps », *Écologie politique*, n° 5, 1993). Assurance du ton qui dispense de l'argumentation : l'évidence est telle qu'il est inutile de prendre la précaution de rappeler les signes qui auraient permis d'établir ce diagnostic. Il suffit de dire qu'il est scientifique, donc incontestable, puisque le scientifique dit le vrai. Pourtant, dans certaines crises « écologiques » récentes, on voit bien que les scientifiques se montrent très prudents quand les politiques leur demandent de leur dire comment agir, car l'état de leurs connaissances ne leur permet pas d'avoir de réponse claire. Alors, diront certains, raison de plus pour appliquer le principe de précaution : puisqu'on doute, abstenons-nous, « la prudence s'impose tant que l'innocuité (et non le risque) n'a pas été démontrée » (A. Laudon et C. Noiville, *Le « Principe de précaution », le droit de l'environnement et l'Organisation mondiale du commerce*, 1998). Mais la démonstration de l'innocuité est relative dans le temps puisqu'elle dépend des connaissances du moment ; comment prétendre à une assurance définitive ?

Pour les écologistes, un des signes de la gestion calamiteuse par les hommes des richesses naturelles est l'exploitation massive et donc imprudente des énergies fossiles, dont on sait qu'elle est limitée. On entame le patrimoine naturel. Selon les écologistes, faut-il que les hommes soient insensés pour faire reposer la marche de leur économie sur des sources d'énergie fossiles, qui inexorablement seront

épuisées dans quarante ou cinquante ans ! N'est-il pas tout aussi insensé de demander la réduction rapide de leur exploitation sous le prétexte que comme nous allons un jour en manquer, vaut-il mieux nous habituer à nous priver tout de suite ?!

Autre signe que la nature est malade de l'homme : les conséquences néfastes des barrages ! N'accuse-t-on pas le barrage d'Assouan d'avoir, en supprimant l'apport des limons du Nil, affaibli la fertilité de toute cette étendue marine, la Méditerranée ? Sans préciser que le barrage d'Assouan a surtout permis l'irrigation de milliers d'hectares et d'accroître la production agricole de l'Égypte, et ainsi de faire face à la croissance démographique (la population égyptienne a doublé en trente ans). Qu'il y ait des conséquences négatives à la construction d'un barrage, assurément, mais il faut aussi tenir compte des conséquences positives, comme le contrôle de la montée des eaux afin d'éviter les inondations qui provoquent chaque année des centaines, voire des milliers de morts comme cela se passe en Chine ou au Bangladesh, ou l'extension des surfaces cultivables. Tout cela est-il « irresponsable » ? À quoi sert de protéger la nature si ce n'est pour que les hommes y vivent mieux ?

Dans ces deux postulats, la nature est implicitement représentée comme l'équivalent d'un être pensant, raisonnable, qui fait le bien. La nature agit et réagit, elle se fâche, elle est en colère, elle se venge. Elle reprend ses droits. Pour les écologistes, là où l'action négative des hommes n'est pas irréversible, il faut en effet laisser « la nature reprendre ses droits », suivant l'expression consacrée, c'est-à-dire lui donner le temps de se régénérer, car l'homme détruit en quelques années ce que la nature a mis parfois des siècles à construire. C'est pourquoi certains écologistes parlent même d'« attribuer à la nature le statut de sujet de droit pour qu'elle puisse faire valoir en justice ses propres droits et intérêts » (F. Ost et A. Adriaens, « Les lois des hommes et de la nature », *Écologie et Politique*, n° 8, 1993). On est là dans la confusion – plus ou moins volontaire – la plus totale, puisqu'on personnifie la nature au point d'en faire un sujet de droit au même titre que les hommes et les femmes. Or, en termes philosophiques, il n'existe aucun droit de la nature puisque le droit est une création des hommes pour gérer leur vie en société. Ce sont les hommes qui décident de ce qui est bon ou pas pour la nature en fonction de leurs connaissances scientifiques mais aussi de leurs représentations culturelles, sociales et politiques. On retrouve là une dérive bien connue en géographie, que l'on appelle le « géographisme ». C'est-à-dire une façon de désigner les hommes par le nom d'un territoire, faire par exemple de la région un acteur. On dit que la région pense, agit, « est en colère ». De même, les écologistes font de la nature un acteur autonome, sujet pensant.

« La ville, un milieu artificiel néfaste pour l'homme »

Le troisième postulat est que les urbains, qui sont désormais plus nombreux que les ruraux, vivent dans un environnement artificiel et sont donc en état de « manque », puisque le contact avec la Nature est indispensable à leur équilibre (S. H. Nasr, *L'Homme face à la Nature. La crise spirituelle de l'homme moderne*, Buchet et Chastel, Paris, 1978, 168 p.). Mais qui a jamais démontré que les hommes vivent plus mal en milieu urbain qu'à la campagne ? Si tel était le cas, ils quitteraient tous la ville pour aller aux champs. N'est-ce pas à la campagne que les suicides sont les plus nombreux ?

Mais, pour les écologistes, l'homme – avec la ville – a transgressé l'ordre naturel (ou religieux) en oubliant que la nature le précède et qu'elle peut donc se passer de lui, alors que l'inverse n'est pas vrai, l'homme a besoin d'elle pour vivre. Pourtant, l'homme s'est cru au-dessus des lois de la nature, capable de les maîtriser, de les ignorer, péché d'orgueil qu'il paie cher et que les générations à venir paieront encore plus cher. Comment a-t-il pu avoir l'audace, la prétention de penser pouvoir dominer la nature ? Selon les écologistes, le péché, ou l'erreur (si l'on veut éviter la connotation religieuse), de l'homme est d'avoir pensé qu'il n'appartenait pas à la nature, alors qu'il en fait partie. C'est une espèce parmi d'autres, il aurait donc dû agir « en partenariat » avec la nature et non en ignorant ses lois. Il faut donc penser un monde centré sur la nature et non pas sur l'homme. C'est pourquoi la ville est un milieu dangereux puisqu'elle n'a été pensée que comme création humaine capable de s'abstraire des « lois de la nature ». Or, de l'avis des écologistes, la loi naturelle est la loi des lois, donc tout ce qui dégrade la nature ne peut qu'avoir de graves conséquences non seulement sur le plan du milieu physique, mais aussi pour les hommes sur le plan moral puisqu'ils sont contraints de subir les conséquences négatives de l'irresponsabilité de leurs actes.

Les écologistes politiques et la difficile quête du pouvoir*De l'utilité relative des catastrophes écologiques*

Bien que les catastrophes démographiques et écologiques annoncées en 1970 pour la fin du xx^e siècle ne se soient pas produites, cela ne diminue pas l'ardeur des écologistes à prédire les mêmes drames. On parle encore de « contenir le torrent démographique » (J.-P. Deléage, 1993), sans dire comment, et on utilise constamment l'idée de l'enchaînement inéluctable et de l'inconscience coupable des hommes.

Les écologistes se sentent d'autant plus fondés à développer ce discours qu'il y eut effectivement des accidents aux conséquences écologiques dramatiques qui l'ont crédibilisé, comme l'explosion de la centrale de Tchernobyl en 1986. Plus directement, pour les Français, il y eut d'autres marées noires, la dernière en date étant celle de l'*Erika* en décembre 1999. À la fin des années quatre-vingt, les pluies acides ont fait la une des journaux avec des photos, prises dans les Vosges, d'arbres morts évoquant des paysages qui auraient subi un incendie ou l'action de défoliants. Curieusement, ce drame écologique a rapidement disparu. Aurait-il suffi de généraliser l'installation de pots d'échappement catalytiques pour sauver les forêts des régions de la France de l'Est ? À moins que les écologistes politiques aient choisi d'être discrets sur les effets très négatifs des rejets de dioxyde de soufre et de dioxyde de carbone produits par les centrales au charbon allemandes ; car il est difficile de réclamer en même temps l'arrêt des centrales nucléaires et celui des centrales au fuel ou au charbon, et comme la mobilisation sur le nucléaire paraît plus efficace, les écologistes politiques ne brandissent plus autant les effets dévastateurs des pluies acides.

En vérité, les écologistes n'ont réussi à sensibiliser l'opinion publique française que sur certaines questions environnementales, par exemple les déchets nucléaires, les marées noires et la déforestation, sur laquelle nous reviendrons. Cependant, cette sensibilisation est loin de suffire pour convaincre les Français de l'impérative nécessité de changer de comportement, ce qui permet aux responsables politiques de se limiter à quelques mesures ni trop coûteuses ni trop contraignantes. Bien sûr, diront les écologistes militants, les intérêts des capitalistes sont tellement puissants qu'ils imposent leur volonté aux responsables politiques et maintiennent les consommateurs dans leur dépendance en leur créant toujours de nouveaux besoins, dans le gaspillage le plus insensé. C'est pourquoi, pour préserver la nature et imposer le développement durable, la seule solution est de changer la société. On parle de développement durable car on a bien compris que le discours sur l'arrêt de la croissance était indéfendable et donc contre-productif pour l'avancement des idées écologistes. Mais ce programme est plus facile à dire qu'à faire, d'autant plus que les forces militantes restent assez faibles malgré les discours dénonciateurs du capitalisme dominant et de la mondialisation triomphante tenus par certains intellectuels reconvertis dans l'écologie politique.

Mais avec ces discours très généraux et très généreux, cherche-t-on réellement à faire avancer la réflexion ? Ne cherche-t-on pas plutôt tout simplement à créer un environnement (sans jeu de mots) favorable à la diffusion de ces représentations afin de sensibiliser les citoyens à ces questions ? En fait, il s'agit pour les écologistes de contourner l'obstacle de leur faiblesse politique actuelle par le biais d'une « majorité culturelle », selon l'expression même des Verts. Celle-ci se façonne en

multipliant les interventions, les débats, en mobilisant les associations pour qu'ainsi, peu à peu, se dégage un consensus sur la nécessité d'imposer tel ou tel changement environnemental ou social puisque désormais l'écologie politique investit tout le champ du politique. C'est bien la finalité des états généraux de l'écologie politique mis en place par les Verts et organisés dans les régions sur des thèmes choisis avec les participants. Il s'agit de créer un consensus dans la partie de l'opinion la plus motivée et donc la plus active sur certaines idées ou projets qui tiennent à cœur aux écologistes afin par la suite de s'appuyer sur cette même opinion publique pour pousser les responsables politiques à agir dans le sens qu'ils souhaitent.

« Les vertus du local contre l'État dominateur »

Les écologistes sont convaincus que seul un changement complet du mode de fonctionnement de la société peut sauver la planète. Mais ce vaste programme étant difficilement réalisable, ils s'en tiennent pour le moment aux discours incantatoires. En revanche, le niveau local, c'est-à-dire le quartier, la commune, on peut même aller jusqu'à la région, est le niveau de l'action, c'est l'application en quelque sorte de leur slogan « Agir local, penser global ».

Le niveau local est, en effet, pour les écologistes, paré de toutes les vertus. En tout premier lieu, disent-ils, il permet un exercice réel de la démocratie, les citoyens reprennent la parole puisqu'ils peuvent être entendus des politiques ; ensuite, c'est à ce niveau que les gens risquent de se sentir le plus concernés par certaines questions (tracé d'autoroute, assèchement de marais, extension de carrière, implantation d'une centrale nucléaire, dépôt et tri sélectif, etc.) et donc de se mobiliser ; enfin, c'est un bon échelon pour attaquer le pouvoir dominateur de l'État, car à ce niveau on peut bien mettre en scène la détermination courageuse du « petit » nécessairement faible donc juste et gentil – c'est-à-dire une association de riverains – contre le « gros », nécessairement dominateur, voire totalitaire – par exemple Aéroports de Paris, la SNCF ou encore EDF, ou toute grosse entreprise privée, telle une cimenterie qui chercherait à étendre la carrière qu'elle exploite. C'est en quelque sorte la version moderne du combat de David contre Goliath.

Le niveau local est d'autant plus valorisé que l'État est jugé responsable de la mauvaise gestion écologique du territoire ; c'est notamment ce que les écologistes tentent de démontrer à propos de la gestion des forêts domaniales.

On le sait, la protection de la forêt reste pour les écologistes un thème porteur et pas seulement à propos des forêts tropicales. Pourquoi une telle préoccupation alors que la forêt française s'est étendue d'environ 40 000 kilomètres carrés depuis 1950 et qu'elle couvre aujourd'hui plus du quart de la superficie de la France ? D'abord parce que cet accroissement est en partie un leurre car, selon les écologistes,

pour des raisons fiscales les déclarations de forêts étaient sous-estimées, et qu'on ne compte pas le « massacre » (sans doute à la tronçonneuse...) des arbres le long des routes, pourtant « très utiles pour le maintien de la richesse, [ce qui] confirme que la gestion de la forêt n'est pas inspirée par un souci écologique » (H. Kempf, *La Baleine qui cache la forêt*, 1994), mais par un souci d'accroître la sécurité routière ! Le principe de précaution, pourtant si cher aux écologistes, qui justifie la destruction des arbres le long des routes, ne semble pas dans ce cas être judicieux, comme quoi tout est une question de point de vue ! Les écologistes ont tellement dénoncé le massacre des arbres que désormais l'essentiel de la politique environnementale des maires consiste à planter ou replanter des arbres en des lieux les plus divers et surtout à le faire savoir.

En fait, dans cette défense agressive de la forêt, les écologistes dénoncent surtout l'Office national des forêts (ONF). Pour eux, cette administration est « centralisée, puissante, décidant seule du sort des forêts soumises au régime forestier ». Il apparaît avec l'exemple de l'ONF que les écologistes rejettent l'État, jugé dominateur, par l'intermédiaire de son administration tentaculaire. Selon leur représentation, l'État cherche à tout contrôler, impose sa façon de voir, combat les diversités culturelles régionales, comme l'a bien montré son souci d'évincer les langues régionales, de même que, au nom de l'égalité, l'État homogénéise le territoire, se comportant comme un propriétaire gérant de loin, de sa capitale, l'ensemble du peuple. Isolé, perdu dans les arcanes d'une administration foisonnante, le citoyen – toujours selon les écologistes politiques – n'a aucun moyen d'exercer le moindre contrôle civique, ignorant tout de son devenir, celui-ci étant décidé dans le secret des bureaux des représentants des grands corps de l'État, les fameux technocrates se disant seuls bons juges de l'intérêt national, « corps d'ingénieurs formés dans le même moule », à qui est confié à l'exemple de l'ONF « un pouvoir exorbitant de décider seul du sort de vastes massifs domaniaux sans consulter le reste de la population, bref une situation de monopole qui suffit à qualifier l'ONF d'« État dans l'État » » (J.-C. Génot, *Écologiquement correct ou protection contre la nature*, Édisud, 1998).

On retrouve là plusieurs chevaux de bataille des écologistes politiques. Tout d'abord le rejet de l'État et de la centralisation, premier responsable de l'uniformisation du territoire et, dans ce cas, de la mise en coupe réglée des forêts, preuve évidente à leurs yeux du mépris souverain dans lequel on tient les populations locales puisqu'elles n'ont jamais leur mot à dire. Une autre critique concerne les ingénieurs des grands corps de l'État, qui ne sont surtout pas qualifiés de scientifiques et sont accusés de penser et d'agir tous de la même façon puisque issus du même moule. Et tout cela pour quoi ? disent certains écologistes purs et durs. Pour exploiter la forêt, ce qui pour eux est presque un scandale, car vouloir mettre de l'ordre dans la diversité de la nature est à leurs yeux un non-sens. C'est pourquoi

la gestion des forêts par les officiers de l'ONF est jugée si néfaste, si destructrice des écosystèmes, et de plus presque immorale puisque cette administration de l'État cherche à être rentable, à gagner de l'argent, et se comporte donc comme une entreprise commerciale, sans souci « du tétras ou de la poule des bois ». Mais fort heureusement, selon les écologistes, l'État sera contraint d'abandonner peu à peu une partie de son pouvoir exorbitant.

« Le dépérissement programmé de l'État au profit de la région »

Les preuves incontestables pour les écologistes de la disparition ou à tout le moins de l'affaiblissement de l'État, c'est, d'une part, la globalisation de l'économie imposée par les entreprises mondialisées aux États qui perdent leur souveraineté économique et dont la seule marge de manœuvre est de favoriser la bonne marche du capitalisme mondial ; ce sont, d'autre part, les questions environnementales, qui montrent bien que l'État n'est pas le bon cadre d'intervention, puisque les catastrophes écologiques provoquées par l'inconscience des hommes se moquent bien des frontières, pluies acides, nuages de Tchernobyl, marées noires. Enfin, la construction de l'Europe impose à l'État français de se départir de certaines de ses prérogatives au profit de l'Europe, des régions et des communes, au nom du principe de la subsidiarité.

Ce dépérissement programmé de l'État selon les écologistes politiques permettra d'instaurer une autre organisation de la société dans laquelle il serait nécessairement beaucoup plus faible, voire inexistant, puisqu'ils voient dans la région l'échelon de pouvoir idéal. Mais de quelle région s'agit-il ? Avec quel découpage du territoire ? On n'en sait rien encore, on ne peut faire que quelques hypothèses. Par exemple, certaines régions historiques retrouveraient peut-être quelque existence. On sait l'appui sans réserve des Verts au processus de Matignon pour la Corse (voir l'article de Marianne Lefevre) ; la Savoie pourrait être une région à part entière, et le Pays Basque, dans le cas d'une Union européenne fédérale, pourrait librement rejoindre les provinces du Sud ; quant à l'Alsace, la question n'est jamais abordée. En fait, les écologistes politiques s'en tiennent prudemment à un discours général sur les vertus de la région. Celle-ci est supposée être le cadre idéal de toute société démocratique car, ni trop grand ni trop petit, il favoriserait une organisation plus autonome des citoyens, mieux entendus des dirigeants politiques puisque plus proches d'eux, et bien entendu respectueuse des diversités culturelles, bafouées si longtemps par l'État jacobin. On peut alors se demander quelle serait la place du peuple français dans cet ensemble territorial éclaté où les régions seraient nécessairement dotées de pouvoirs politiques importants, car il est bien évident qu'il s'agira bien de cela et non de se contenter du

pouvoir culturel ou économique. Soit dit en passant, si l'État n'est déjà pas suffisamment fort pour résister au capitalisme mondial, qu'en sera-t-il des régions ? Et comment imaginer qu'une Europe de vingt-cinq ou vingt-neuf membres, divisée en plusieurs centaines de régions, y résisterait mieux ? Enfin, n'est-ce pas l'État qui peut être le garant du respect de certaines lois « écologiques » comme la loi Littoral ? Dans le projet de loi du futur statut de la Corse, l'abandon du contrôle de l'État sur l'aménagement du littoral est bel et bien prévu, ce à quoi la ministre de l'Environnement veut s'opposer. Douterait-elle de la compétence de certains élus corses ou plutôt de leur sens du respect de l'intérêt général ? Faut-il rappeler que le préfet Érignac fut assassiné quinze jours après avoir refusé d'entériner le schéma d'aménagement proposé par le conseil régional de Corse parce que non conforme aux lois d'aménagement françaises ?

Dans un cadre aussi idéal que la région, pour les écologistes, il va de soi que les luttes internes, les rivalités entre groupes s'atténuent ou se règlent harmonieusement grâce à un profond respect mutuel envers chacun, puisque la source majeure de la violence représentée par l'État dominateur aura disparu (voir D. Simonnet, *L'Écologisme*, 1994). Cette représentation repose sur une vieille idée fréquente dans les milieux libertaires du XIX^e siècle selon laquelle l'organisation géographique naturelle a été volontairement ignorée voire détruite par l'État ; c'est pourquoi, si l'on retrouve ce « bon » découpage, la vie sociale y sera « naturellement » harmonieuse.

Pour l'instant, ce projet ne rencontre pas encore une large adhésion, comme le prouvent les modestes scores électoraux des écologistes, peut-être parce que les Français savent bien que l'État est un indispensable garant de l'ordre et que l'on ne peut s'en passer. Même dans les pays où l'économie libérale est la plus avancée, on reconnaît l'indispensable rôle de l'État pour justement assurer de bonnes conditions sociales et économiques indispensables au développement du système libéral. En fait, ce rôle-là, les écologistes politiques souhaitent le faire jouer à l'Europe, plus lointaine et supposée ne pas chercher à imposer son autorité, son contrôle, comme le vieil État, et la réflexion ne va guère plus loin. Ce dont les écologistes politiques ne veulent plus, c'est de l'État-nation.

Mais la région est parée d'autant de vertus aussi parce que c'est l'échelon de pouvoir que les écologistes politiques pensent pouvoir conquérir, au moins partiellement. En effet, le système électoral à la proportionnelle au niveau départementale leur est favorable, comme il l'est pour toute force politique assez faible. De plus, c'est aux élections régionales que les listes écologistes obtiennent leurs meilleurs scores car, on le sait, l'électorat des Verts est essentiellement urbain, de classe moyenne plutôt aisée, c'est-à-dire la classe sociale la plus sensible à la qualité de ses cadres de vie. Cet électorat vote donc « écolo » aux régionales et aux municipales, car ce sont les deux échelons de pouvoir qui leur paraissent les mieux

à même de s'occuper des questions d'environnement au quotidien. La défense du cadre de vie est donc la passerelle qui permet de passer du champ de la nature au champ du social, sans trop effrayer des électeurs aisés qui n'ont aucune envie d'un changement radical de société.

En conclusion : de l'utilité du savoir penser l'espace

« Agir local, penser global », ce slogan par son simplisme illustre bien la difficulté qu'ont les écologistes d'analyser les questions environnementales dans toute leur complexité. En effet, celles-ci, même à l'échelle locale, sont souvent très compliquées et mettent en jeu un très grand nombre de phénomènes, certains naturels, d'autres humains : forme de relief, couvert végétal, sols, microclimat, répartition de population, localisation industrielle, etc. Chacun d'eux a sa propre configuration spatiale et donc ses propres limites qui ne coïncident pas les unes avec les autres ; c'est pourquoi ces ensembles spatiaux forment une série d'intersections, comme l'a démontré Yves Lacoste (1980). Ainsi, l'idée d'une région où tout s'emboîterait, coïnciderait parfaitement, tant les éléments naturels que ce qui relève de l'action humaine, est un leurre, une illusion qu'il faut combattre, car elle conduit à la représentation fautive et dangereuse qu'existe une unité de base homogène « identitaire », le « berceau » d'un peuple. C'est bien cette représentation qui alimente la revendication nationaliste corse. Dans ce cas, l'illusion fonctionne d'autant mieux que le cadre naturel est une île aux limites précises. Mais par exemple les nationalistes, tout comme les autres forces politiques d'ailleurs, se gardent bien de dire que les trois quarts des Corses vivent « sur le continent », ce qui fragiliserait la représentation de la région berceau identitaire homogène où tout doit coïncider, le culturel, l'économique, l'institutionnel, le politique.

Bibliographie

- Jean-Paul DELÉAGE, « L'Écologie, humanisme de notre temps », *Écologie politique*, n° 5, Hiver 1992.
- Jean-Paul DELÉAGE, « L'Avenir de l'écologie politique », *Écologie politique*, n° 6, Printemps 1993.
- Hervé KEMPF, *La Baleine qui cache la forêt. Enquêtes sur les pièges de l'écologie*, La Découverte/Essais, Paris, 1994 p. 221.
- Denis LACORNE, *Crise de l'identité américaine*, Fayard, Paris, 1997, p. 394.
- Bruno LATOUR, *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, La Découverte, Paris, 1999, p. 383.